



DES SIP AU BOUT DU ROULEAU !

« *Je dis aux Français : pour déclarer vos revenus, venez dans vos centres des impôts, ou téléphonez-leur, vous trouverez toujours quelqu'un pour vous accueillir, vous orienter, vous répondre. Je leur dis : poussez la porte de vos centres des impôts, décrochez votre téléphone, faites vivre ce service public.* »

Ces propos tenus par G. Attal le 13 avril dernier sont assez décalés de la réalité des services. Depuis des années, la Direction générale met tout en œuvre pour limiter le plus possible l'accueil physique. Que peut-on en déduire : méconnaissance de la vraie vie ? Propos démagogiques ? Changement de modèle ? L'interrogation mérite d'être posée.

En revanche, ce qui n'a plus à être démontré, c'est l'asphyxie de l'ensemble des services en charge des particuliers. Force est de constater que la Direction générale impose depuis plusieurs années un régime de marche forcée et de demandes tous azimuts aux agents pendant la campagne IR : accueil primaire et secondaire des usagers, déplacement dans les France Services, gestion

TROP C'EST TROP !

LES AGENTS ET AGENTES DES SIP DEMANDENT DES MOYENS HUMAINS, BUDGÉTAIRES ET ORGANISATIONNELS.

Aussi, Solidaires Finances Publiques exige :

- Un arrêt immédiat de toutes les suppressions d'emplois dans les SIP, et des créations d'emplois nettes partout où cela est nécessaire,
- Un renforcement humain des services d'accueil avec des créations de postes dans un TAGERFIP dédié,
- Une véritable reconnaissance de la technicité de la mission d'accueil et des agents qui l'assurent,
- La prise en compte de l'ensemble des charges de travail comme la présence d'agents et agentes de la DGFiP dans les France Services,
- Le remplacement de la « prime accueil » de 400 euros bruts par l'ACF assistance aux usagers (1 100 euros bruts), ceci pour tous les agents susceptibles de participer à l'accueil du public